

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 22/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **carrières et matériaux Nord Est**

20 rue de Belfort  
90200 Lempdes

Références : UID257090/SPR/YB/ST 2023 - 1122A  
Code AIOT : 0005901916

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement carrières et matériaux Nord Est implanté Lieu-dit Roche Sarrazin 20 rue de Belfort 90200 Lempdes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- carrières et matériaux Nord Est
- Lieu-dit Roche Sarrazin 20 rue de Belfort 90200 Lempdes
- Code AIOT : 0005901916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE L'EST a été autorisée, au travers des dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016, à exploiter en renouvellement et en extension la carrière de roches magmatiques située à LEMPUX.

Par courrier daté du 30 octobre 2019, SCE (devenue la société Carrières et Matériaux Nord-Est) a informé le Préfet du territoire de Belfort de sa décision d'arrêter l'exploitation de la carrière à partir du premier janvier 2020.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Le contrôle a porté sur le respect de certaines dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 90-2016-11-30-002 du 30 novembre 2016 et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 portant sur le recueil et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement du site.

Le contrôle a visé à vérifier ;

- la cessation de l'activité d'extraction de matériaux,
- le démantèlement et l'évacuation des installations de traitement des matériaux
- l'état général du site.
- l'évacuation des stocks de matériaux provenant de l'exploitation du gisement

L'inspection a également visé à présenter à l'Inspection des installations classées ainsi qu'au représentant de la DDT90 les modalités prévues, dans le dossier de cessation d'activité et dans le dossier de demande de modifications, pour le réaménagement du site et la mise en sécurité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 41	/	Sans objet
2	cessation d'activité	Code de l'environnement du 23/10/2023, article R 512-39-1	/	Sans objet
3	gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 33.7	/	Sans objet
4	remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 38	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site apparaît désormais être dans une situation de démantèlement complet des installations de traitement du matériau extrait de la carrière et de lavage de ce matériau.

Seules subsistent sur le site de faibles quantités stockées de matériau faisant l'objet d'une commercialisation jusqu'à épuisement de ce stock résiduel.

Les eaux de ruissellement provenant du site et de son bassin versant amont sont récupérées au sein du site de la carrière et dans 3 bassins permettant une décantation afin de diminuer les concentrations des matières en suspension avant rejet vers le milieu naturel, La Savoureuse.

Ces bassins nécessitent une intervention d'entretien courant afin d'éliminer la pousse végétale ayant lieu aux abords, et les modalités de fonctionnement (en série) de ces bassins **devront être vérifiées** dans l'objectif de fusionner éventuellement les 2 derniers bassins rejetant vers le milieu naturel.

Les modalités de réaménagement et mise en sécurité proposées ont été présentées lors de l'inspection et font actuellement l'objet d'une analyse par les Services de l'État dans l'objectif de prescrire ensuite les conditions de cette mise en sécurité et réaménagement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit adresser au préfet, au moins un an avant la date d'expiration de l'autorisation,

<p>une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;</li> <li>• le plan de remise en état définitif accompagné de profils en long et en travers ;</li> <li>• un mémoire sur l'état du site.</li> </ul> <p>Le mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement susvisé, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;</li> <li>• la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;</li> <li>• l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;</li> <li>• en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.</li> </ul> <p>Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité par l'arrêté d'autorisation sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 30 octobre 2019, SCE (devenue la société <b>Carrières et Matériaux Nord-Est</b>) a informé le Préfet du Territoire de Belfort de sa décision d'arrêter l'exploitation de la carrière à partir du 1er janvier 2020 pour des motifs de rentabilité économique suite à la difficulté de commercialiser le matériau produit.</p> <p>L'exploitant a présenté en date du 14/11/2022 un dossier portant cessation d'activité (en application des dispositions de l'article 41 de l'arrêté préfectoral du 30/11/2016 portant renouvellement et autorisation d'extension) et qui prévoit aussi une modification des modalités de réaménagement prescrites compte tenu que le site n'a pas fait l'objet de l'exploitation, en extension, prévue.</p> <p>Le dossier remis au Préfet comprend les plans d'exploitation et précise la situation actuelle du site:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une surface (minérale) d'environ 20 ha correspondant à la zone d'exploitation récente (au Nord et au Nord-est) et à l'emprise des infrastructures. Cette dernière comprenait notamment sur environ 3 ha une plateforme de traitement des matériaux du site (actuellement démantelée), 3 bassins de collecte des eaux de ruissellement et de process, une installation de clarification des eaux, ainsi que les infrastructures du site ;</li> <li>-environ 7 ha de secteurs réaménagés, sous forme de fronts laissés bruts ou talutés, au Sud et au Sud-ouest de la fosse. Les talus ont été ensemencés ;</li> <li>• des fronts au Sud-Est, laissés en l'état depuis plusieurs années et où l'on observe un début de recolonisation naturelle ;</li> <li>• un stock de stériles au Sud-Est, en sommet de site, avec certains secteurs recolonisés par une végétation buissonnante, ainsi qu'un éperon rocheux au Nord-ouest avec début de recolonisation naturelle ;</li> <li>• 3 zones <u>déboisées</u> en 2017/2018, à l'Est et au Nord-est de la fosse d'exploitation, ainsi qu'au Nord du Mont Jean. Elles correspondent aux terrains exploitables et aux terrains qui auraient été nécessaires pour réaliser les stockages des stériles du site et représentent une surface de 12 ha 44 a 28 ca.</li> </ul> <p>Les mesures visant à l'intégration du site dans le paysage et les mesures de surveillance du site ont été intégrées au dossier de demande de modification des prescriptions actuelles relatives au réaménagement du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : cessation d'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/10/2023, article R 512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six</p>

mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le dossier de cessation d'activité au Préfet en date du 22 décembre 2022 avec également une demande de modifications des conditions de remise en état du site.

La partie du dossier relative à la cessation d'activité précise les mesures prises pour assurer la mise en sécurité ainsi que la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

Sur le site nous avons constaté la réalisation des opérations suivantes:

-les produits dangereux et les déchets ont été évacués et les infrastructures techniques ont été démantelées et évacuées.

Seules subsistent les infrastructures de la base-vie (bureaux et pont -bascule),

-des clôtures sont actuellement placées sur la périphérie du site et un portail est présent à l'entrée.

Seule la zone forestière présente au Nord-est du site est accessible, ainsi que le belvédère et les chemins de randonnée y menant,

-l'ensemble des produits dangereux qui étaient utilisés sur le site a été évacué (depuis début 2020 selon l'exploitant).

L'exploitant a également précisé les mesures visant à assurer la surveillance du site actuellement mises en œuvre:

- surveillance périodique du site par passage du responsable de carrière afin d'apprécier l'intégrité des clôtures, du fossé de colature, de la piste sommitale et d'observer l'évolution des aléas spécifiques s'approchant des limites de parcelles (remblai sud-est, éboulement sud) ;

- réalisation d'un relevé instrumenté à distance pour détecter, par comparaison, les zones évolutives (diffuses, spécifiques) d'une année à l'autre. Cette surveillance est réalisée à fréquence semestrielle (elle pourra par la suite être fixée à une fréquence annuelle s'il n'y a pas d'évolution significative).

Un bilan quinquennal est proposé pour définir les modalités et la fréquence ultérieures de cette surveillance ;

- contrôle de l'état du bassin (notamment sa profondeur) et de la canalisation de vidange à raison d'un contrôle tous les deux ans et d'une visite après chaque épisode de précipitations journalières de fréquence décennale (116 mm).

Cette mesure permet de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif au cours du temps via le maintien en l'état du volume utile du bassin de confinement et de la fonctionnalité de la canalisation de déversement.

L'exploitant a par ailleurs consulté le maire de la commune de Lepuix sur l'usage futur du site avec une proposition consistant à donner au site une vocation naturelle sans activité économique ou présence humaine permanente.

Cet usage proposé a reçu un avis favorable de la commune.
Enfin il convient de souligner que l'exploitant a procédé à l'acquisition de l'ensemble des parcelles foncières du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : gestion des eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 33.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux de ruissellement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de procédé générées sur le site sont issues du lavage et du rinçage des matériaux.</p> <p>Dans le cas général, les eaux pluviales et de sources provenant de la carrière (gradins, pistes d'accès aux étages d'extraction, carreau...) susceptibles d'entraîner des matières en suspension sont collectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les eaux du front Nord-Est au niveau du bassin 1 de capacité minimale 10 000 m3 servant également de bassin de recyclage et d'alimentation en circuit fermé des eaux de lavage pour la production de ballast ;</li> <li>- pour les eaux des fronts Est et Sud au niveau du bassin n° 2 ;</li> <li>- pour les eaux du secteur Nord-Ouest au niveau du bassin n° 4.</li> </ul> <p>Le bassin 1 de capacité minimale 10 000 m3 est implanté dans le coin Nord-Est du carreau principal, à la cote 507 m NGF (cote de fond à 496 m NGF) et à 15 m au moins des pieds de talus de la carrière.</p> <p>Le bassin 2 de capacité minimale de 5 200 m3 récupère la sur verse des eaux collectées au niveau du bassin 1 ainsi que les eaux collectées au niveau du bassin 4 après leur traitement par un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Pour pouvoir être rejetées dans le bassin n° 3 d'un volume minimal de 3 400 m3, toutes les eaux ainsi collectées au niveau du bassin n° 2 devront obligatoirement, après traitement au niveau de la station de traitement d'eau par coagulation-floculation, clarification, recyclage et refoulement des boues, être conformes aux prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST (matières en suspension totale : &lt; 35 mg/l (norme NF T 90 105)</li> <li>- Hydrocarbures : &lt; 10 mg/l (norme NF T 90 114)</li> <li>- DCO : &lt; 125 mg/l (norme NF T 90 101).</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon d'eau rejetée dans le bassin n° 3 prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Une analyse mensuelle sera réalisée en sortie du bassin tampon des eaux clarifiées par un organisme agréé. Les paramètres mesurés seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- débit</li> <li>- matières en suspension</li> <li>- hydrocarbures totaux</li> <li>- DCO</li> </ul>

Les résultats de ces mesures seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées.

L'eau du bassin n° 3 est rejetée par sur verse dans une conduite dont l'émissaire unique dans "La Savoureuse" se trouve en aval direct du pont à l'entrée du site.

Cet émissaire unique est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. L'accès au point de mesure et de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

Des mesures du débit et de la concentration en floculant (poly acrylamide) est réalisée semestriellement. Les résultats sont transmis à l'Inspection des Installations Classées et à l'Agence Régionale de Santé.

Pour les épisodes pluvieux de forte intensité, le premier flot des eaux pluviales (pluie d'occurrence décennale et d'une durée de 24 h) provenant des fronts Nord-Est, Est et Sud devra obligatoirement être collecté au niveau d'une zone de confinement d'un volume minimal de 36 000 m<sup>3</sup>.

Cette zone pourra être constituée par la cuvette dont le fond est constitué par le carreau principal du site où sont situées les installations de traitement secondaire et tertiaire (ce carreau est nivelé à 507 m NGF) et dont le bord le plus bas (passage entre les deux merlons de protection ouest permettant de rejoindre l'entrée du site de la carrière) est à 508,5 m NGF.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées dans la Savoureuse qu'après un traitement approprié par la station de traitement d'eau par coagulation-floculation, clarification, recyclage et refoulement des boues. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées à l'article 33.6, selon un schéma de gestion des eaux tenu à la disposition de

#### **Constats :**

Le site ne comporte plus aucune installation de traitement de matériau et les installations de lavage des matériaux extraits et de traitement des eaux de lavage ont été démantelées.

Les bassins de recueil des eaux pluviales et de ruissellement, collectées au sein de la carrière (dans les bassins mentionnés dans la prescription et dénommés B1 à B4), sont actuellement encore exploités afin de permettre le recueil de ces eaux, leur décantation, avant rejet par le collecteur unique en place vers la rivière « La Savoureuse ».

L'exploitant réalise le contrôle de la qualité des eaux rejetées vers le milieu naturel et la valeur limite d'émission en matières en suspension de 35mg/L est respecté à chaque analyse.

Le fonctionnement des bassins et leur état physique appellent cependant des d'observations, en particulier :

- les bassins ne semblent plus être entretenus avec la présence de végétaux poussant sur les bords de bassins et la présence de particules fines de décantation en quantité notable en fond des bassins,
- le fonctionnement des bassins afin de permettre une décantation, avant rejet vers le milieu naturel, des effluents collectés est questionné dans l'objectif d'assurer en toute circonstance le respect de la valeur limite d'émission (35mg/L en MES)
- la capacité actuelle du site et des bassins afin d'assurer le recueil et le traitement des eaux en cas d'épisodes pluvieux de forte intensité nécessite d'être vérifiée et confirmée sur la base d'un calcul correspondant.

Par ailleurs la situation du site par rapport aux dispositions du PGRI doit être précisée en particulier en ce qui concerne la présence des merlons constitués à l'entrée du site.

Enfin la possibilité de fusionner les bassins B2 et B3 sera vérifiée.

<b>Observations :</b> L'exploitant devra apporté les réponses aux observations formulées sous le délai maximal de 30 jours à compter de la réception du présent rapport
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 :** remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant telles que définies dans son plan prévisionnel figurant dans le dossier de demande d'autorisation unique. La remise en état du site coordonnée à l'avancement de l'exploitation vise à sa restitution au milieu naturel.</p> <p>La remise en état doit ainsi permettre d'obtenir une diversité d'habitats favorables à l'accueil de la faune en développant les habitats actuellement présents et en favorisant les stades écologiques juvéniles.</p> <p>La remise en état visera également à limiter les impacts visuels du site exploité par des mesures d'intégration paysagère.</p> <p>Les mesures suivantes devront être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reboisement</li> </ul> <p>Les surfaces à reboiser, selon le plan d'état final défini, représentent une surface totale de 135 000 m<sup>2</sup>, répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• talus des fronts de la carrière : 70 000 m<sup>2</sup></li> <li>• merlon de protection Nord-Ouest : 4 800 m<sup>2</sup></li> <li>• merlon de protection Sud-Ouest : 7 400 m<sup>2</sup></li> <li>• verse Nord : 14 600 m<sup>2</sup></li> <li>• verse Est (Mont-Jean) : 32 000 m<sup>2</sup></li> <li>• piste d'accès à la verse Mont-Jean : 6 000 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Au préalable, les terrains à reboiser seront régalez de terre végétale sur une épaisseur de 50 cm. Pour recréer une perception paysagère la plus naturelle qui soit, des plantations réparties de façon aléatoire ou en bosquets seront privilégiées, en évitant les alignements qui soulignent l'artificialisation des terrains étudiés. Afin de garantir le développement des plants, les densités de plantation à respecter seront d'un arbre tous les 3 m et d'un arbuste tous les 2 m, soit une densité de 1 100 arbres/ha et 2 500 arbuste/ha.</p> <p>Les différentes essences seront réparties de manière aléatoire au sein des surfaces boisées. Pour les plantations, les modalités suivantes seront observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les plants seront d'origine génétique locale, c'est à dire produits à partir de graines, ou de boutures, prélevées dans la nature ou sur des végétaux dont l'origine locale est avérée. (ie. originaire du territoire, adapté à ses conditions de sol, de milieux et de climat, et poussant de manière spontanée dans la nature) ;</li> <li>• les plants d'essences arborées seront si possible mycorhizés (assurant de meilleurs résultats en milieux dégradés), notamment pour des zones qui pourraient manquer d'épaisseur de terre végétale ou si les taux de reprise ou de croissance des premiers essais restent trop faibles ;</li> <li>• les jeunes plants, âgés de 1 à 2 maximum, seront protégés par un filet anti-rongeurs tenu par 3 piquets fichés au sol. Des dalles de paillage seront déposées autour de la cuvette de plantation pour retenir l'humidité et limiter le développement d'adventices ;</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entretien des plantations sera à prévoir au cours des 3 premières années suivant la plantation ;</li> <li>• le choix des essences se fera dans une palette végétale correspondant aux espèces locales, basée sur les essences relevées à proximité des terrains étudiés.</li> </ul> <p>- Ensemencement</p> <p>La partie non reboisée du mont-jean sera ensemencée afin de reconstituer une zone prairiale. Cet ensemencement se fera à base d'un mélange d'essences herbacées locales. Le mélange sera</p>



adapté à la nature du sol et au climat local. Il respectera également un dosage qui garantit une densité de semis d'environ 8 000 semences au m<sup>2</sup> ainsi qu'un ratio graminées / légumineuses compris entre 2 et 3 (densité).

- Valorisation de l'habitat rupestre

Faune : les parois rocheuses, y compris celles créées à l'issue d'une exploitation, peuvent accueillir des espèces à enjeu patrimonial, comme le faucon pèlerin, le grand-duc d'Europe, le tichodrome échelette, le choucas des tours et le faucon crécerelle, à l'exemple des carrières abandonnées de Gueberschwihr et de Voegtlinshoffen, ou de celle encore en activité de Durmenach et de Lauw.

#### **Constats :**

L'exploitant a remis au Préfet un dossier de demande de modifications des modalités de remise en état du site compte tenu de l'abandon de l'extension prévue et autorisée.

Cette demande est actuellement en cours d'instruction en collaboration avec les Services compétents de la DDT90 et du Service Biodiversité, Eau et Paysage de la DREAL.

**A l'issue de l'instruction, de nouvelles modalités de remise en état seront prescrites au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire.**

**Actuellement la situation est la suivante:**

#### Situation actuelle:

Le défrichement a été réalisé en 2017 hormis sur quelques parcelles situées au Nord, soit un total 10,6 ha défrichés au lieu de 12,5 ha. Une grande partie de cette surface (10,6 ha) n'a pas fait l'objet d'autres travaux que la coupe des bois : pas d'extraction de matériaux ni dépôt de matériaux. Seule la partie nord (Est) a fait l'objet d'un retrait de la terre végétale et de terrassements.

A l'heure actuelle la régénération naturelle présente est faible avec des essences de tremble et très peu de hêtre ou sapin, qui était l'habitat (communautaire dans le site Natura 2000) initial.

#### Proposition de reboisement compensatoire:

La proposition présentée dans la demande de modifications consiste à :

- techniquement, pour le reboisement, valoriser la régénération naturelle sur les parties déboisées et réaliser des enrichissements par plantations de placeaux (environ 20 placeaux/ha d'environ 20 plants, soit une densité initiale d'environ 400 plants à l'hectare. Les essences sont le chêne, l'érable et le sapin de bornmuller,
- reboiser le front Est, non exploité, soit environ 4 ha
- reboiser la zone de stockage de stériles, soit environ 4 ha (à titre indicatif, la prairie de 2 ha qui devait être réalisée sur la zone de stockage des stériles, en compensation Natura 2000, n'est plus projetée. La surface serait « reboisée » par des placeaux),
- ne pas procéder au reboisement au sein du périmètre de la carrière exploitée dans sa configuration actuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet